**ANNEXE I**

**EXAMEN APPROFONDI DE L'EXÉCUTION 2022**

**ET PRÉVISION D’EXÉCUTION 2023**

La LOLF donne une importance particulière à l’examen de la gestion N-1. Il s’agit de tirer des enseignements du passé pour mieux préparer la gestion en cours et celle des années suivantes.

Les réunions techniques doivent s’inscrire dans cette démarche et accorder un temps suffisant à l’examen de la gestion 2022. Les échanges contribueront à préparer les rapports annuels de performances (RAP) 2022. Ils seront également utiles aux prévisions 2023 et à la préparation de la budgétisation 2024.

Il est à noter que dans le cadre des travaux de modernisation de la gestion budgétaire, un travail est engagé pour faire converger le format des tableaux supports des réunions techniques avec ceux des documents prévisionnels de gestions soumis aux contrôleurs budgétaires.

Ainsi, pour les ministères participant à l’expérimentation relative au document de programmation unique (arrêté du 17 décembre 2019 portant expérimentations relatives à l'élaboration, au contenu, à la validation et au contrôle des documents de programmation et de répartition budgétaires), le RFFiM peut, en accord avec le CBCM, utiliser un format commun au DPU et à la présente annexe. Le format retenu doit permettre de disposer des informations exhaustives nécessaires à l’examen de la gestion N-1 et à la prévision N.

1. **L’analyse de la gestion 2022 fera l’objet d’une fiche dans laquelle les thèmes suivants seront abordés pour chaque programme :**
* **Utilisation / mobilisation des crédits (T2 et HT2), hors impact de la crise sanitaire, des crédits « Plan de relance » et « France 2030 »** :
	+ Principaux choix de gestion et écarts avec la prévision initiale[[1]](#footnote-1) ;
	+ Utilisation des crédits (T2 et HT2) et des emplois qui a découlé des choix de gestion : nécessité de redéployer des crédits au sein du programme, de la mission, du ministère, et utilisation de la fongibilité asymétrique ;
* **Analyse chiffrée de l’impact de la crise sanitaire sur l’utilisation des crédits (T2 et HT2)** : Principaux facteurs explicatifs de l’exécution des crédits ouverts lors des LFR successives et explications détaillées des éventuelles sous-consommations ;
* **Analyse de la dépense des crédits dédiés au « Plan de relance » et éventuels écarts avec les crédits ouverts à ce titre** ; Analyse des déterminants de la dépense en exécution et écarts avec la prévision initiale (exemple : nombre de bénéficiaires d’une prestation versée par l’État, coût unitaire constaté, avancement des projets…) ; Autres facteurs expliquant l’exécution des crédits[[2]](#footnote-2) (T2 et HT2) (facteurs organisationnels, etc.) ;
* **Analyse de la dépense des crédits dédiés à « France 2030 » et éventuels écarts avec les crédits ouverts à ce titre** ; Analyse des déterminants de la dépense en exécution et écarts avec la prévision initiale (exemple : nombre de bénéficiaires d’une prestation versée par l’État, coût unitaire constaté, avancement des projets…) ; Autres facteurs expliquant l’exécution des crédits[[3]](#footnote-3) (T2 et HT2) (facteurs organisationnels, etc.) ;
* **Analyse des restes à payer**[[4]](#footnote-4) à fin 2022 et de leur évolution pluriannuelle (*a minima* sur la période 2020-2022) ;
* **En cohérence avec l’exercice de programmation, il est demandé l’analyse des dépenses obligatoires (charges à payer + dettes fournisseurs) résultant de l’exécution 2022 et de leur évolution pluriannuelle (*a minima* sur la période 2021-2022).**
* **Il est rappelé que les charges à payer[[5]](#footnote-5) et les dettes fournisseurs[[6]](#footnote-6) sont retracées, en comptabilité générale, dans le compte général de l’Etat qui est annexé à la loi de règlement. Leur connaissance enrichit l’analyse de l’exécution 2022 ainsi que la prévision d’exécution 2023. Par ailleurs, des améliorations quant au recensement de ces charges à payer ont été apportées depuis 2020 grâce à l’automatisation de l’enregistrement comptable des charges à payer complémentaires, ces dernières étant connues au niveau le plus fin de l’imputation budgétaire.**
* S’agissant des opérateurs, une attention particulière sera portée **aux versements effectifs de ces derniers au compte d’affectation spécial Pensions (CAS Pensions)[[7]](#footnote-7) *via* les crédits « T3 CAS ».** La liste des entités pour lesquelles les données d’exécution 2020 et 2022, et de prévision 2023 de ces versements sont indispensables figure en annexe à la présente fiche (cf. *infra*) ;
* Le cas échéant, analyse des **dispositifs liés au maintien du pouvoir d’achat et à la hausse des prix**.
1. **Une prévision d’exécution sera établie pour 2023 :**

Sur la base de l’analyse de 2022 et des informations disponibles, vous réaliserez une prévision par programme pour 2023.

Comme en 2022, cette analyse s’effectuera au périmètre de la norme de dépenses pilotables de l’Etat et concernera ainsi également les budgets annexes et comptes spéciaux pilotables en dépenses et en recettes. A cet effet, un modèle de classeur est placé en annexe.

S’agissant des dépenses du budget général, l’exécution prévisionnelle des crédits sera présentée au niveau des briques de dépense dont le périmètre est défini pour correspondre à un regroupement des activités du référentiel de programmation. Les éventuels besoins de mouvements de crédits et l’écart entre la prévision de dépense et la ressource disponible seront présentés par les ministères en cohérence avec les besoins prévus.

Un modèle de tableau est présenté ci-dessous, avec l’explicitation de son articulation avec les tableaux des DRICE et des DPGECP. Il reprend quasiment à l’identique le tableau proposé pour les précédentes réunions techniques.

Il est rappelé que les crédits de T2 CAS ne doivent pas financer des dépenses de T2 HCAS. Si un tel recyclage était inévitable, celui-ci serait identifié comme une fongibilité inter briques dans le classeur (cf. colonne « fongibilité » du tableau joint à l’annexe I). Un gage à due concurrence est alors requis.

**Les tableaux seront accompagnés d’une fiche explicative dans laquelle seront présentés :**

* les principaux faits marquants de la gestion, notamment ceux liés la crise sanitaire ;
* l’utilisation des crédits dédiés au « Plan de relance » ;
* l’utilisation des crédits dédiés à « France 2030 » ;
* le recours aux fonds européens ;
* le respect des jalons du PNRR
* le recours aux conseils extérieurs ;
* les dispositifs liés au maintien du pouvoir d’achat et à la hausse des prix ;
* la justification des éventuels besoins de dégels qui seront dans toute la mesure du possible limités à la fin de gestion ;
* la justification des mouvements de crédits ;
* les éventuels aléas pesant sur la gestion ;
* les voies et moyens pour couvrir des dépenses non prévues dans le budget initial. Si cela s’avère nécessaire au respect du plafond LFI 2023, des mesures seront proposées ;
* les éventuelles marges en gestion d’ores et déjà identifiées (à renseigner dans le tableau dédié), en particulier pour les dotations sensibles à une moindre inflation par rapport aux hypothèses de la LFI, feront l’objet d’un recensement dans le tableau prévu à cet effet ;une attention particulière sera portée aux projets immobiliers en cours dont le financement sera précisé (par programme budgétaire, en explicitant, le cas échéant, les financements attendus sur le CAS ou via la mission relance).

**Annexe 1.1 : modèle de classeur de prévision d’exécution 2023**

Le classeur joint reprend le format de l’année 2022. En particulier, la ressource disponible est minorée du montant de la « réserve de précaution », afin de s’inscrire plus clairement dans une perspective de gestion. Il doit être renseigné à brique.

Dans un objectif de convergence de ce classeur avec les documents prévisionnels de gestion, il est dorénavant demandé de renseigner les dépenses obligatoires résultant de la gestion 2022, conformément à la définition issue de l’article 95 du décret GBCP (les dépenses obligatoires sont les dépenses pour lesquelles le service fait a été constaté au titre de l'exercice précédent et dont le paiement n'est pas intervenu).

Les données de la partie « Restes à payer » constituent une actualisation, au vu de l’exécution 2022 et de la LFI votée, des échéanciers présentés dans les projets annuels de performance annexés au PLF 2023.

**Liste 2023 des opérateurs ou catégories d’opérateurs de l’Etat**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Mission**  |  **Ministère**  | **Programme Chef de File** | **Libelle Catégorie Opérateur** |  **Bureau du programme Chef de File**  |
| Action extérieure de l'État | Europe et affaires étrangères | 185 | AEFE - Agence pour l'enseignement français à l'étranger | 7BAED |
| Action extérieure de l'État | Europe et affaires étrangères | 185 | CAMPUS France | 7BAED |
| Action extérieure de l'État | Europe et affaires étrangères | 185 | Institut Français | 7BAED |
| Administration générale et territoriale de l'État | Intérieur et Outre-mer | 354 | ANTS - Agence nationale des titres sécurisés | 5BIAG |
| Administration générale et territoriale de l'État | Intérieur et Outre-mer | 216 | CNAPS - Conseil national des activités privées de sécurité | 5BIAG |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales | Agriculture et souveraineté alimentaire | 206 | ANSéS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail | 7BA |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales | Agriculture et souveraineté alimentaire | 149 | ASP - Agence de services et de paiement | 7BA |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales | Agriculture et souveraineté alimentaire | 149 | CNPF - Centre national de la propriété forestière | 7BA |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales | Agriculture et souveraineté alimentaire | 149 | FranceAgriMer | 7BA |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales | Agriculture et souveraineté alimentaire | 149 | GIP - BIO - Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique | 7BA |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales | Agriculture et souveraineté alimentaire | 149 | IFCE - Institut français du cheval et de l'équitation | 7BA |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales | Agriculture et souveraineté alimentaire | 149 | INAO - Institut national de l'origine et de la qualité | 7BA |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales | Agriculture et souveraineté alimentaire | 215 | INFOMA - Institut national de formation des personnels du ministère de l'agriculture | 7BA |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales | Agriculture et souveraineté alimentaire | 149 | ODEADOM - Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer | 7BA |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales | Agriculture et souveraineté alimentaire | 149 | ONF - Office national des forêts | 7BA |
| Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation | Armées | 169 | Conseil national des communes « Compagnon de la Libération » | 5BDM |
| Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation | Armées | 169 | INI - Institution nationale des Invalides | 5BDM |
| Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation | Armées | 169 | ONAC-VG - Office national des anciens combattants et victimes de guerre | 5BDM |
| Cohésion des territoires | Transition écologique et cohésion des territoires | 135 | ANAH - Agence nationale de l'habitat | 4BLVT |
| Cohésion des territoires | Transition écologique et cohésion des territoires | 135 | ANCOLS - Agence nationale de contrôle du logement social | 4BLVT |
| Cohésion des territoires | Transition écologique et cohésion des territoires | 112 | ANCT - Agence nationale de la cohésion des territoires | 4BLVT |
| Cohésion des territoires | Transition écologique et cohésion des territoires | 135 | CGLLS - Caisse de garantie du logement locatif social | 4BLVT |
| Cohésion des territoires | Transition écologique et cohésion des territoires | 135 | FNAP - Fonds national des aides à la pierre | 4BLVT |
| Contrôle de la circulation et du stationnement routiers | Intérieur et Outre-mer | 753 | ANTAI - Agence nationale de traitement automatisé des infractions | 5BCL |
| Contrôle et exploitation aériens | Transition écologique et cohésion des territoires | 613 | ENAC - Ecole nationale de l'aviation civile | 4BT |
| Culture | Culture | 131 | AFR - Académie de France à Rome | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | Chaillot – Théâtre national de la Danse | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | CMN - Centre des monuments nationaux | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | CNAC - Centre national des arts du cirque | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | CNAC-GP - Centre national d'art et de culture - Georges Pompidou | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | CNAP - Centre national des arts plastiques | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | CND - Centre national de la danse | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | CNSAD - Conservatoire national supérieur d'art dramatique | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | CNSMD Lyon - Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | CNSMD Paris - Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | Comédie Française | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | Ecole du Louvre | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | Ecoles d'art en Région | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | ENSAD - Ecole nationale supérieure des arts décoratifs | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | ENSBA - Ecole nationale supérieure des beaux-arts | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | ENSCI - Ecole nationale supérieure de création industrielle | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | Ensemble intercontemporain | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | ENSMIS - Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | EPCCSL - Etablissement public Cité de la céramique - Sèvres et Limoges | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | EPCMPP - Etablissement public de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | EPMQB - Etablissement public du musée du quai Branly | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | EPMSM - Etablissement public du Mont-Saint-Michel | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | EPPD - Etablissement public du palais de la porte Dorée | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | EPPGHV - Etablissement public du parc et de la grande halle de la Villette | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | EPRNDP - Etablissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | EPV - Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | Etablissement public du château de Fontainebleau | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | Etablissement public du Mobilier National | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | INP - Institut national du patrimoine | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | MuCEM - Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | Musée des arts décoratifs | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | Musée du Louvre | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | Musée Guimet | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | Musée Henner-Moreau | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | Musée Picasso | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | Opéra comique | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | Opéra national de Paris | 8BCJS |
| Culture | Culture | 224 | OPPIC - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture | 8BCJS |
| Culture | Culture | 175 | Rmn-GP - Réunion des musées nationaux - Grand Palais | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | TNC - Théâtre national de la Colline | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | TNO - Théâtre national de l'Odéon | 8BCJS |
| Culture | Culture | 131 | TNS - Théâtre national de Strasbourg | 8BCJS |
| Culture | Culture | 361 | Universcience | 8BCJS |
| Défense | Armées | 178 | Ecole de l'air et de l'espace | 5BDM |
| Défense | Armées | 178 | Ecole navale | 5BDM |
| Défense | Armées | 212 | ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense | 5BDM |
| Défense | Armées | 144 | ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne | 5BDM |
| Défense | Armées | 144 | ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de techniques avancées | 5BDM |
| Défense | Armées | 144 | IPP - Institut Polytechnique de Paris | 5BDM |
| Défense | Armées | 144 | ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace | 5BDM |
| Défense | Armées | 212 | Musée de l'air et de l'espace | 5BDM |
| Défense | Armées | 212 | Musée de l'armée | 5BDM |
| Défense | Armées | 212 | Musée national de la marine | 5BDM |
| Défense | Armées | 144 | ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales | 5BDM |
| Défense | Armées | 212 | SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine | 5BDM |
| Défense | Armées | 144 | X - Ecole polytechnique | 5BDM |
| Direction de l'action du Gouvernement | Services du Premier ministre | 129 | Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur | 5BIAG |
| Direction de l'action du Gouvernement | Services du Premier ministre | 129 | IHEDN - Institut des hautes études de Défense nationale | 5BIAG |
| Direction de l'action du Gouvernement | Services du Premier ministre | 129 | OFDT - Observatoire Français des Drogues et des Tendances addictives | 5BIAG |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 181 | ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 203 | AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France | 4BT |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 113 | Agences de l'eau | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition énergétique | 174 | ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition énergétique | 174 | ANGDM - Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 113 | CELRL - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 159 | CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition énergétique | 174 | CITEPA - Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 217 | ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Services du Premier ministre | 205 | ENSM - Ecole nationale supérieure maritime | 4BT |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 217 | ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 203 | EPSF - Etablissement public de sécurité ferroviaire | 4BT |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 113 | Etablissement public du Marais poitevin | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 181 | GEODERIS | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 159 | IGN - Institut national de l'information géographique et forestière | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 181 | INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 159 | Météo-France | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 113 | OFB - Office français de la biodiversité | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 113 | Parcs nationaux | 4BDD |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 203 | SGP - Société du Grand Paris | 4BT |
| Écologie, développement et mobilité durables | Transition écologique et cohésion des territoires | 203 | VNF - Voies navigables de France | 4BT |
| Économie | Économie, Finances et Souveraineté industrielle et numérique | 134 | ANFr - Agence nationale des fréquences | 3BEPII |
| Économie | Économie, Finances et Souveraineté industrielle et numérique | 134 | Atout-France | 3BEPII |
| Économie | Économie, Finances et Souveraineté industrielle et numérique | 134 | Business France | 3BEPII |
| Économie | Économie, Finances et Souveraineté industrielle et numérique | 134 | INPI - Institut national de la propriété industrielle | 3BEPII |
| Enseignement scolaire | Éducation nationale et jeunesse | 214 | CEREQ - Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications | 3BEN |
| Enseignement scolaire | Éducation nationale et jeunesse | 214 | CNED - Centre national d'enseignement à distance | 3BEN |
| Enseignement scolaire | Éducation nationale et jeunesse | 214 | FEI – France éducation international | 3BEN |
| Enseignement scolaire | Éducation nationale et jeunesse | 214 | ONISEP - Office national d'information sur les enseignements et les professions | 3BEN |
| Enseignement scolaire | Éducation nationale et jeunesse | 214 | Réseau Canopé | 3BEN |
| Immigration, asile et intégration | Intérieur et Outre-mer | 104 | OFII - Office français de l'immigration et de l'intégration | 7BAED |
| Immigration, asile et intégration | Intérieur et Outre-mer | 303 | OFPRA - Office français de protection des réfugiés et apatrides | 7BAED |
| Justice | Justice | 310 | AGRASC - Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués | 8BJM |
| Justice | Justice | 310 | APIJ - Agence publique pour l'immobilier de la Justice | 8BJM |
| Justice | Justice | 107 | ENAP - Ecole nationale de l'administration pénitentiaire | 8BJM |
| Justice | Justice | 166 | ENM - Ecole nationale de la magistrature | 8BJM |
| Justice | Justice | 310 | IERDJ - Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice | 8BJM |
| Médias, livre et industries culturelles | Culture | 334 | BnF - Bibliothèque nationale de France | 8BJM |
| Médias, livre et industries culturelles | Culture | 334 | BPI - Bibliothèque publique d'information | 8BJM |
| Médias, livre et industries culturelles | Culture | 334 | Cinémathèque française | 8BJM |
| Médias, livre et industries culturelles | Culture | 334 | CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée | 8BJM |
| Médias, livre et industries culturelles | Culture | 334 | CNL - Centre national du livre | 8BJM |
| Médias, livre et industries culturelles | Culture | 334 | CNM - Centre national de la musique | 8BJM |
| Outre-mer | Intérieur et Outre-mer | 138 | LADOM - L'agence de l'Outre-mer pour la mobilité | 8BEFOM |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | Académie des technologies | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | ANR - Agence nationale de la recherche | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Agriculture et souveraineté alimentaire | 142 | Associations de coordination technique agricole et des industries agroalimentaires | 7BA |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 150 | Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Économie, Finances et Souveraineté industrielle et numérique | 193 | CNES - Centre national d'études spatiales | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | CNRS - Centre national de la recherche scientifique | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 150 | Communautés d'universités et d'établissements | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Agriculture et souveraineté alimentaire | 142 | Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire | 7BA |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 150 | Ecoles et formations d'ingénieurs | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 150 | EPAURIF - Etablissement public d'aménagement universitaire de la région Ile-de-France | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Économie, Finances et Souveraineté industrielle et numérique | 192 | GENES - Groupe des écoles nationales d'économie et statistique | 3BEPII |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | Génopole | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Économie, Finances et Souveraineté industrielle et numérique | 192 | Groupe Mines Télécom | 3BEPII |
| Recherche et enseignement supérieur | Transition énergétique | 190 | IFPEN - IFP Energies Nouvelles | 3BEPII |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | IHEST - Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | INED - Institut national d'études démographiques | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | INRAE - Institut national pour la recherche en agriculture, alimentation et environnement | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | IPEV - Institut polaire français Paul-Emile Victor | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 172 | IRD - Institut de recherche pour le développement | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Transition énergétique | 190 | IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire | 3BEPII |
| Recherche et enseignement supérieur | Économie, Finances et Souveraineté industrielle et numérique | 192 | LNE - Laboratoire national de métrologie et d'essais | 3BEPII |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 150 | Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 231 | Réseau des œuvres universitaires et scolaires | 3MIRES |
| Recherche et enseignement supérieur | Enseignement supérieur et recherche | 150 | Universités et assimilés | 3MIRES |
| Régimes sociaux et de retraite | Services du Premier ministre | 197 | ENIM - Etablissement national des invalides de la marine | 6BRS |
| Santé | Santé et prévention | 204 | INCa - Institut National du Cancer | 6BCS |
| Sécurités | Intérieur et Outre-mer | 161 | ANSC - Agence nationale du numérique de la sécurité civile | 5BIAG |
| Sécurités | Intérieur et Outre-mer | 176 | ENSPolice - Ecole nationale supérieure de la police | 5BIAG |
| Solidarité, insertion et égalité des chances | Solidarités, autonomie et personnes handicapées | 124 | ARS - Agences régionales de santé | 6BSI |
| Sport, jeunesse et vie associative | Sports et Jeux Olympiques et paralympiques | 219 | ANS - Agence nationale du sport | 8BCJS |
| Sport, jeunesse et vie associative | Éducation nationale et jeunesse | 163 | ASC - Agence du service civique | 8BCJS |
| Sport, jeunesse et vie associative | Sports et Jeux Olympiques et paralympiques | 219 | Ecoles nationales des sports | 8BCJS |
| Sport, jeunesse et vie associative | Sports et Jeux Olympiques et paralympiques | 219 | INSEP - Institut national du sport, de l'expertise et de la performance | 8BCJS |
| Sport, jeunesse et vie associative | Sports et Jeux Olympiques et paralympiques | 219 | MNS - Musée national du sport | 8BCJS |
| Sport, jeunesse et vie associative | Sports et Jeux Olympiques et paralympiques | 350 | SOLIDEO - Société de livraison des équipements olympiques et paralympiques | 8BCJS |
| Transformation et fonction publiques | Transformation et fonction publiques | 148 | INSP - Institut national du service public | 2BPSS |
| Transformation et fonction publiques | Transformation et fonction publiques | 148 | IRA - Instituts régionaux d'administration | 2BPSS |
| Travail et emploi | Travail, plein emploi et insertion | 103 | AFPA - Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes | 6BEFP |
| Travail et emploi | Travail, plein emploi et insertion | 111 | ANACT - Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail | 6BEFP |
| Travail et emploi | Travail, plein emploi et insertion | 103 | Centre info - Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente | 6BEFP |
| Travail et emploi | Travail, plein emploi et insertion | 102 | EPIDE - Etablissement pour l'insertion dans l'emploi | 6BEFP |
| Travail et emploi | Travail, plein emploi et insertion | 103 | France Compétences | 6BEFP |
| Travail et emploi | Travail, plein emploi et insertion | 103 | GIP Les entreprises s’engagent | 6BEFP |
| Travail et emploi | Travail, plein emploi et insertion | 102 | GIP Plateforme de l’inclusion | 6BEFP |
| Travail et emploi | Travail, plein emploi et insertion | 155 | INTEFP - Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle | 6BEFP |
| Travail et emploi | Travail, plein emploi et insertion | 102 | Pôle emploi | 6BEFP |

1. Présentée dans les PAP 2022. [↑](#footnote-ref-1)
2. Il s’agit de présenter l'impact de facteurs, autres que les déterminants de la dépense, sur l'exécution : facteurs qui ont accéléré la consommation des crédits (consommation supérieure à la prévision ; par exemple la mise en place d'un service facturier qui accélère le traitement des factures) ou au contraire, facteurs qui en ont ralenti la consommation (par exemple réorganisations de services ou de processus d’exécution comptables qui a modifié le rythme des dépenses...). [↑](#footnote-ref-2)
3. Il s’agit de présenter l'impact de facteurs, autres que les déterminants de la dépense, sur l'exécution : facteurs qui ont accéléré la consommation des crédits (consommation supérieure à la prévision ; par exemple la mise en place d'un service facturier qui accélère le traitement des factures) ou au contraire, facteurs qui en ont ralenti la consommation (par exemple réorganisations de services ou de processus d’exécution comptables qui a modifié le rythme des dépenses...). [↑](#footnote-ref-3)
4. Les restes à payer correspondent à la différence entre, d’une part, les engagements juridiques réalisés et matérialisés par une consommation d’autorisations d’engagement et, d’autre part, les paiements opérés qui se sont traduits par une consommation de crédits de paiement. [↑](#footnote-ref-4)
5. Les charges à payer sont des futures dépenses dont le service fait a été constaté au 31/12 mais pour lesquelles la demande de paiement n’a pas été comptabilisée par le comptable à cette même date. [↑](#footnote-ref-5)
6. Les dettes fournisseurs sont les dettes issues d'obligations liant l’État avec un tiers dont il ne pourra se libérer que par une sortie de ressources (cf. notamment les charges et immobilisations dont le service fait a été constaté).

Elles sont la contrepartie de charges (ou d’immobilisations) comptabilisées par le comptable mais qui n'ont pas donné lieu au décaissement libératoire de l'obligation constatée [↑](#footnote-ref-6)
7. Dès lors qu’ils rémunèrent directement des fonctionnaires titulaires, les opérateurs effectuent des versements au compte d’affectation spéciale (CAS) « Pensions ». Ces versements directs des opérateurs au CAS Pensions s’effectuent selon les modalités suivantes qui peuvent être combinées au sein d’un même opérateur :

- par le comptable assignataire de l’agent dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable (PSOP) ;

- par une direction régionale des finances publiques (DRFiP) dans le cadre d’une convention de paye à façon qui est un service de prise en charge de la paye proposé aux opérateurs par la direction générale des finances publiques (DGFiP) moyennant rémunération ;

- par l’opérateur lui-même s’il dispose d’un système de paye propre.

Les contributions indirectes au CAS « Pensions » versées par les ministères sur leurs crédits de titre 2 au titre d’agents affectés dans les opérateurs et les remboursements par l’opérateur à l’Etat de la rémunération d’agents mis à disposition (par rétablissements de crédits) ne doivent en revanche pas être pris en compte. [↑](#footnote-ref-7)